



Un BUDGET de la Sécurité Sociale
Pour sortir de la crise sanitaire
et répondre aux besoins
de la population

Budget de la Sécurité Sociale 2026, la Santé toujours maltraitée ! Un budget encore une fois très inférieur aux besoins

Le gouvernement Lecornu a fait voter une augmentation des dépenses de santé de 3% pour 2026, présentée comme une avancée.

La réalité est que cet objectif est une nouvelle fois très en-deçà des besoins minimums indispensables !

En effet,

- Les dépenses d'assurance maladie augmentent de 4 à 4,5 % par an simplement du fait du vieillissement de la population, de l'augmentation des maladies chroniques
- Des dépenses supplémentaires nécessaires, comme l'augmentation des cotisations retraite, s'imposent aux établissements publics de santé et du médico-social mais ne sont pas financées par ce budget
- Les prix des nouveaux médicaments restent soumis à l'appétit de l'industrie pharmaceutique
- La pénurie de professionnel.le.s constraint les établissements à recourir à l'interim pour des surcoûts invraisemblables, tandis que les médecins étrangers sont maintenus dans la précarité.

Les hôpitaux publics, les EHPADs, les établissements médico-sociaux ne peuvent plus soigner et accueillir la population dans des conditions satisfaisantes. Des lits, des services sont fermés. **Plus de 80% des territoires sont des déserts médicaux en ville et à l'hôpital.** Les dépassements d'honoraires explosent partout. **En psychiatrie le manque chronique de moyens s'aggrave** malgré la "Santé mentale grande Cause nationale", entraînant des mois d'attente en Centre Médico Psychiatrique et Centre Médico Psycho Pédagogique.

Non seulement cette loi de financement de la Sécurité Sociale entretient un déficit permanent des comptes de la Sécu mais elle n'avance aucune proposition permettant de répondre à la crise de l'hôpital public et aux difficultés majeures d'accès aux soins.

- **Les exonérations de cotisations sociales patronales** (près de 90 milliards d'euros annuels) ne sont pas remises en cause.
- **La taxe sur les mutuelles** est encore augmentée de 2,05 %. Multipliée par 8 en 20 ans ! Cette taxe gouvernementale de 1 milliard d'euros sur les complémentaires va se traduire par une nouvelle augmentation de leur coût qui pèsera au bout du compte sur les ménages.
- Si le gouvernement n'a pas réussi à imposer de nouvelles **franchises** ni à les augmenter, la petite musique consistant à culpabiliser les malades et à accepter cette remise en cause fondamentale de la solidarité est bien là. Et rien ne dit que dans quelques mois, ces augmentations ne tomberont pas par décret.
- De nouvelles mesures sur les **arrêts maladie** pèsent sur les médecins prescripteurs et culpabilisent inutilement les malades.
- Les « petites » mesures d'encadrement des **dépassements d'honoraires** sont abandonnées.
- **Le dispositif France Santé** affiche la promesse d'une solution de santé à moins de 30 minutes mais sans réels moyens supplémentaires pour les structures existantes déjà débordées ne pouvant répondre aux besoins réels. De plus, cela favoriserait l'installation de centres de consultations non programmées, à but lucratif, et le détournement de professionnel.le.s vers le privé.
- **La prévention** reste le parent pauvre, limitée à une approche individuelle. Même le nutriscore est abandonné.



Nous appelons à nous mobiliser et à organiser partout où c'est possible des initiatives et débats.

- Pour dénoncer l'insuffisance de financement de la Sécu qui menace notre santé physique et psychique.
- Pour exiger la suppression des franchises, forfaits, dépassements d'honoraires et restes à charge.
- Pour défendre le droit et l'utilité des arrêts de travail, les affections de longue durée (ALD), l'Aide Médicale d'État (AME), le droit au séjour pour soins des étranger.ère.s malades (DASEM).
- Pour un service public de santé de proximité, avec ouverture de centres de santé pluriprofessionnels publics ou à but non lucratif, développés en priorité dans les déserts médicaux.
- Pour le soutien et l'extension de la politique publique de secteur psychiatrique et de pédopsychiatrie de proximité avec ses besoins d'hospitalisation.
- Pour redonner à l'hôpital public les moyens de répondre à l'ensemble de ses missions.
- Pour un accès à la santé égal pour tous et toutes, partout.
- Pour une prise en charge réelle et solidaire de la perte d'autonomie à tous les âges par la Sécurité sociale.
- Pour un financement des associations citoyennes à hauteur de leurs actions de prévention, d'accompagnement et d'information.
- Pour un budget de la Sécurité Sociale à la hauteur des besoins. Une Sécurité sociale solidaire et universelle, gérée démocratiquement, prenant en charge intégralement à 100% les frais de santé prescrits, dans un périmètre élargi et redéfini selon les besoins des populations et non des intérêts privés dans la santé, sans aucune condition ni discrimination et intégrant en son sein l'Aide Médicale d'État menacée.

#SOIGNE TA SANTÉ, DÉFENDS TA SÉCU !

Le 19 janvier 2026,

Syndicats : Fédération Solidaires Étudiant.e.s, Fédération Sud Santé Sociaux, Fédération Syndicale Unitaire, Syndicat de la Médecine Générale, Syndicat des Jeunes Médecins Généralistes, Syndicat National des Infirmier(e)s Conseiller(e)s de Santé-FSU, Syndicat National des Personnels de l'Education et du Social et de la Protection Judiciaire de la Jeunesse-FSU, Syndicat National Unitaire des Assistantes Sociales de la Fonction Publique-FSU, Union Fédérale Médecins Ingénieurs Cadres et Techniciens-CGT, Union Nationale des Étudiants de France, Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires, Union Syndicale des Professionnel.le.s des Centres de Santé, Union Syndicale de la Psychiatrie, Union Syndicale Solidaires, Fédération Syndicale Unitaire Paris, Sud Santé Sociaux Indre et Loire

Mutuelles : Alternative Mutualiste

Associations, collectifs, comités : Appel des Appels, Association des Médecins Urgentistes de France, ATTAC, Cerises La Coopérative, Collectif Inter-Hôpitaux, Collectif des Médecins Généralistes pour l'Accès aux soins, Collectif National pour le Droit des Femmes, Conseil National de la Nouvelle Résistance, Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception, Ensemble & Solidaires Union nationale des Retraités et Personnes Agées, Fédération Générale des Retraité.e.s de la Fonction Publique, Femmes Égalité, Femmes Solidaires, Fondation Copernic, Médecins du Monde, Médicament bien commun, Mouvement de la Paix, Notre Santé en Danger, People's Health Movement France, Pour une Santé Engagée et Solidaire, Printemps de la Psychiatrie, Résistance Sociale, Soins Etudes et Recherches en PSYchiatrie, Collectif Santé Chablais (74), Collectif Santé-Sociaux Agglo Le Havre, Collectif Santé Pays-Haut (54), Collectif Tenon pour le Droit à l'IVG (75), , Collectif 37 Notre Santé en Danger, Comité de défense de l'hôpital de Concarneau, Comité de défense des hôpitaux du Nord-Essonne , Comité Ivryen pour la Santé et l'Hôpital Public (94), Comité de Vigilance des Services publics de Haute-Saône, Le Choix - Citoyens pour une mort choisie (59-62), Le Manifeste Comité de St Afrique-Millau, l'Esprit Vitry (94)

Organisations politiques : Gauche alternative réseau coopératif, Gauche Écosocialiste, Génération.s, L'APRÈS, La France Insoumise, Les Écologistes, Mouvement des Progressistes, NPA l'Anticapitaliste, Parti Communiste des Ouvriers de France, Parti de Gauche

Contact : tour-france-sante-plfss@mailo.com

Pour nous suivre sur Facebook

